

L'IMPORT-SUBSTITUTION AU CAMEROUN : DES PLANS QUINQUENNAUX À LA SND30

IMPORT-SUBSTITUTION IN CAMEROUN : FROM FIVE-YEAR PLANS TO NDS30

Amadou BELLO

Université de Ngaoundéré, Cameroun

ahmedbello632@gmail.com

Résumé : Dans sa recherche permanente de développement depuis son accession à l'indépendance, le Cameroun a essayé plusieurs politiques économiques parmi lesquelles, le Libéralisme Planifié, le Développement Autocentré, la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi et la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030. Pratiquement toutes ces politiques de développement ont réservé une place de choix à l'Import-substitution. Il s'agit d'une option de développement dans laquelle un pays remplace autant que possible un grand nombre de biens initialement importés par leurs substituts locaux. Ainsi, le pays engage de manière souveraine et délibérée ou par contrainte, des actions spécifiques, avec l'intention arrêtée de produire lui-même certains biens dans le but de supprimer leur importation. Au Cameroun, la volonté du gouvernement, à le transformer en pays émergent depuis 1960, est controversée. Les produits de grande consommation tels que le riz, le poisson, le blé, le lait et le maïs, sont beaucoup plus importés, lors que ce pays dispose des espaces arables, un climat favorable et des prédispositions pastorales et piscicoles inestimables. La substitution des produits manufacturés importés par la transformation industrielle, relève en grande partie de la responsabilité du secteur privé qui malheureusement est fragile. Pour mieux comprendre ces paradoxes, l'analyse critique des données, l'observation et la recherche de terrain ont été capitales. Les résultats obtenus illustrent à suffisance que les multiples défis liés à l'implémentation de la politique de l'import-substitution ne peuvent pas être relevés par les seuls pouvoirs publics. Un secteur privé dynamique et compétitif renforcé par des aptitudes naturelles, sont d'autres atouts à mettre en œuvre pour y parvenir. Par ailleurs, l'on note qu'il y a nécessité pour le Cameroun, d'implémenter la politique de l'import-substitution, en capitalisant quelques expériences positives enregistrées ailleurs, afin de réduire significativement sa dépendance économique.

Mots clés : Import-substitution, plans quinquennaux, SND30, Cameroun.

Abstract: In its constant exploration for development since its accession to independence, Cameroon has tried several economic policies among those requested, the Planned Liberalism, the Self-centered Development, the Strategy for Growth and Employment and the National Development Strategy 2020-2030. Practically all these development policies have reserved a special place for import-substitution. It is a development option in which, a country replaces as many of the originally imported goods as possible with their local substitutes. Thus, the country engages in a sovereign and deliberate way or by constraint, specific actions, with the fixed and declared intention to produce itself certain goods to put an end to their importation. In Cameroon, the will of the public authorities to transform it into an emerging country since independence is controversial. Products such as rice, fish, wheat, milk or corn are much more imported. While this country has abundant land for agriculture, a favorable climate and invaluable pastoral and fish farming predispositions for their production. The substitution of

imported manufactured products by industrial processing is largely the responsibility of the private sector, which unfortunately is not strong. To better understand these paradoxes, critical analysis of the data, observation and field research were crucial during this study. The results obtained sufficiently illustrate that the multiple challenges related to the implementation of the import substitution policy cannot be met by the public authorities alone. A dynamic private sector strengthened by natural skills are other assets to be implemented to achieve this. Furthermore, it is noted that there is a need for Cameroon to implement the substitution import policy, by capitalizing on some positive experiences recorded elsewhere, in order to significantly reduce its economic dependence.

Keywords: Import-substitution, five-year plans, SND30, Cameroon.

Introduction

Tous les pays du monde s'activent permanemment à trouver des stratégies efficaces et efficientes pour assurer un développement irréversible et ce de manière durable. Il en est de même du Cameroun qui s'est doté d'outils variables en fonction des différents contextes depuis 1960 pour justement assurer et renforcer sa croissance. C'est ainsi que le Libéralisme planifié, le Développement Autocentré et la Stratégie de la Croissance et de l'Emploi mis en œuvre jusqu'en 2019, ont fait place à la Stratégie Nationale pour le Développement à partir de 2020-2030. Les deux dernières stratégies découlent de la Vision 2035 qui voudrait que le Cameroun soit un pays « Émergent, démocratique et uni dans sa diversité ». La politique d'import-substitution a été mise en œuvre sans beaucoup de difficultés de 1960 à 1987, année de la déclaration officielle de crise économique. Les plans quinquennaux étaient le socle de cette mise en œuvre et constituaient les principaux outils d'application des deux premières politiques économiques du pays. Cependant, l'exécution du sixième plan quinquennal a été entravée par la crise économique de 1987, qui a engendré l'avènement du programme d'Ajustement Structurel. Celui-ci censé éradiquer la crise, a été plutôt marqué par une chute drastique des importations et surtout par la privatisation des entreprises publiques. Nonobstant ces diverses péripéties, la politique d'import-substitution a été remise en exergue dans la SND30, comme en atteste son premier pilier intitulé « Transformation structurelle de l'économie ». Ces contradictions obligent à poser la question fondamentale suivante : Comment est-ce que la politique d'import-substitution a été mise en œuvre au Cameroun de 1960 à 2021 à partir du modèle des BRICS ? Pour répondre cette interrogation centrale, la présente étude vise à analyser les paradoxes de cette politique économique au cours de la période de référence au Cameroun, en faisant une lucarne à l'expérience des BRICS.

1. Quelques expériences de l'import-substitution dans le monde

La politique de l'import-substitution peut découler de l'une des trois circonstances suivantes : une vision volontariste, une contrainte et la déconnexion. Elle a été implémentée avec plus de précision par cinq pays actuellement qualifiés d'émergents à savoir le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud¹.

¹ Ces cinq pays émergents à travers le monde, sont en anglais connus sous l'acronyme BRICS. Les cinq lettres constituent les initiales des noms de ces pays.

Le premier cas, relevant d'une vision volontariste est celui dans lequel le pays s'engage de manière souveraine et délibérée à mettre en œuvre des actions spécifiques avec l'intention de se lancer dans la production massive de quelques produits de grande consommation locale. Cette approche obéit, soit à la recherche de l'indépendance économique et de souveraineté du pays, soit aux préoccupations relatives à l'amélioration de l'équilibre extérieur. C'est le cas du Brésil et même du Cameroun.

Le second cas est celui pour lequel un pays se trouve dans l'obligation d'adopter et de mettre en œuvre sous forme de contrainte la politique d'import-substitution. Généralement, les pays sous embargo sont ceux qui ont pour seule alternative la mise en œuvre de la politique de production introvertie. Ils sont ainsi obligés de produire eux-mêmes ce qu'ils consomment. Les cas de l'Afrique du Sud pendant l'apartheid, l'Iran ou la Corée du Nord, sont assez illustratifs pour ce qui est de l'import-substitution par contrainte. Elle peut également s'imposer à un pays lors qu'il a des difficultés à entretenir des relations commerciales avec d'autres pays avec la fermeture des frontières. Entre 2020 et 2021, presque tous les pays du monde ont fermé leurs frontières afin de limiter la propagation de la pandémie à Corona virus. Ce qui a entraîné la suspension des importations et par conséquent, l'adaptation des consommateurs à la production locale ou à l'abstention en cas d'incapacité technique locale à produire ce qui était jusque-là importé.

Dans le cas du Cameroun, la mise en œuvre de la politique d'import-substitution est un choix évidemment volontariste des plans quinquennaux jusqu'à la SND30. Cette volonté répond à la nécessité pour le Cameroun de réduire son déficit de la balance commerciale, de rendre indépendantes les entreprises locales et de réduire la vulnérabilité de son système de production face aux chocs exogènes.

Les cinq (5) pays émergents que constituent les « BRICS » ont chacun mis en œuvre la politique d'import-substitution selon sa capacité et ses méthodes.

1.1. Le Brésil

Le Brésil est de 1930 à 1980, le seul pays de l'Amérique latine à avoir accompli toutes les étapes de l'import-substitution. Cette politique a commencé avec le président Gutulio Dornelles Vargas qui a gouverné de 1930 à 1954 (Adewale, 2017 : 142). Il a mis en place une stratégie de valorisation de la technologie avec la main d'œuvre indigène ayant pour but, le développement industriel. Le Président Vargas a réussi à créer une relation étroite entre la production agricole et le secteur de transformation manufacturière. Sa politique économique consistait à impulser l'industrialisation naissante avec un accompagnement gouvernemental efficace. Cet interventionnisme étatique a été possible par la création d'une société nationale pétrolière dénommée *Brazilian Petrobras* en 1953 (Adewale, 2017 : 142). Avec l'arrivée au pouvoir du Président Juscelino Kubitschek en 1954, la politique d'import-substitution initiée par son prédécesseur a été renforcée avec une extension sur l'exportation des produits manufacturés. Cette politique implémentée jusqu'en 1961, était axée entre autres, sur le protectionnisme avec une augmentation dissuasive des droits et taxes de douane à l'importation, complétée par des mesures incitatives à l'exportation (Wagner, 1981). Le Président Emilio Medici, a accédé au pouvoir en 1969 et va la conserver jusqu'en 1974. Le régime du Président Medici est analysé comme

celui ayant produit des résultats plus satisfaisants en matière d'import-substitution. Cette période avait été qualifiée du « miracle brésilien » (Wagner, 1981). Le Président Medici a ainsi réduit substantiellement la politique d'incitation à l'importation des produits manufacturés et à contrario, a soutenu la promotion de l'exportation des produits *Made in Brazil*. Il a réorienté la politique d'import-substitution en faisant migrer le système de transformation des industries légères aux lourdes en passant par les moyennes (Adewale, 2017 : 142). Au cours de cette période de prospérité, le Brésil est devenu une destination attrayante pour les institutions financières internationales qui y ont consenti des investissements étrangers, du fait de son industrialisation et de son émergence (Cason, White, 1998 : 52).

1.2. La Russie

La Russie a expérimenté la politique d'import-substitution bien avant le Brésil. L'import-substitution a commencé dans ce pays après la révolution industrielle des années 1800 qui a vu le jour en Angleterre, puis en France et en Allemagne. Elle émane du confinement de la jeunesse russe en faveur des travaux agricoles autrement appelé *serfdom*². Avec l'abolition de *serfdom* en 1861, la jeunesse russe a été émancipée et travaille désormais pour elle (Adewale, 2017 : 142). Cette émancipation a facilité la mécanisation de la production agricole, notamment celle du blé et bien d'autres spéculations. Plus tard, la surproduction a déclenché l'industrialisation en mettant sur le marché russe les produits manufacturés d'origine locale. L'impressionnante montée de l'industrialisation en Russie s'est consolidée avec la construction des chemins de fer et l'entrée du train dans le système de transport (Dutkiewicz & Trenin, 2011). Conscient de la rapide évolution de l'économie russe avec l'entrée de l'industrie, le gouvernement a mis en place un certain nombre de réformes afin d'assurer la comptabilité nationale. C'est le cas de la réforme fiscale qui a permis de taxer les productions surtout privées (Gerschenkron, 1962 : 1132). La Russie née de la balkanisation de l'Union soviétique en plusieurs États, est aujourd'hui une puissance industrielle qui rivalise avec les États-Unis d'Amérique, première puissance mondiale. La Russie produit elle-même son armement par ses propres industries, le cas du *Kalachnikov* vendu à travers le monde est assez illustratif. Ainsi, la Russie est connue à travers le monde dans plusieurs domaines industriels, notamment celui de la production du gaz, du pétrole, du charbon ou de l'armement depuis les années 2000. La livraison de ces produits à travers l'Europe et même une partie de l'Afrique et d'Asie, confirme la puissance industrielle de la Russie née à partir de la politique d'import-substitution.

1.3. L'Inde

L'expérience de l'Inde en matière de l'import-substitution est différente de celles des autres pays BRICS. Elle a été fortement influencée par la colonisation qui a appris aux indiens l'utilisation des produits manufacturés importés. L'import-substitution commence vers 1920 pendant la colonisation anglaise qui a entraîné un certain libéralisme après l'indépendance de l'Inde en 1947 (Schmitz, 2007 : 421). La montée de la xénophobie vis-à-vis des intérêts économiques des colons anglais a fait

² Il s'agit d'une politique d'asservissement de la jeunesse paysanne russe qui travaille au profit de la classe noble pendant le 17^e siècle.

naître la doctrine *swadeshi*³ chez les indiens. Cette doctrine prônait une idéologie nationaliste visant à valoriser plus, les produits *made in India*. Ainsi est né un mouvement nationaliste qui s'est rependu sur l'ensemble du territoire indien avec l'émergence de nouveaux opérateurs économiques indiens spécialisés en banque, opérations de change, commerce et production alimentaire locale. C'était le véritable point de départ de la politique économique indienne basée sur l'import-substitution (Chenoy, 1985 : 19). Selon le rapport du Comité du Programme Économique, publié en 1948, la période 1947-1956 a été marquée par une incertitude et des vicissitudes sur le plan économique. Les propositions dudit comité sont allées dans le sens de soutenir l'idéologie nationaliste tout en adoptant la politique économique ayant une forte connotation socialiste (Kumar, 1995 : 3230). La politique d'import-substitution s'est enracinée avec son extension dans tous les produits pouvant être manufacturés localement. Cela suppose l'industrialisation, la mécanisation agricole et la politique tarifaire liée au droit de douane élevé, afin de décourager les importations (Kumar, 1985 : 3228). Face à la réticence des nationaux impliqués dans l'importation, cette politique fut assouplie à travers une stratégie d'industrialisation connue sous le vocable *Industrial Policy Statement* en abrégé IPS (Chenoy, 1985 : 20). Ainsi, après plusieurs années de tergiversation, c'est finalement en 1966 qu'une véritable politique d'import-substitution fut élaborée (Sen, 1982). Elle se caractérisait par l'amélioration de la production locale, la promotion de l'exportation, le découragement de l'importation, l'attraction des investissements étrangers, la dévaluation de la monnaie nationale qu'est le *rupee* et la libération des investissements dans l'industrie lourde (Patibandla, 1992 : 26). Le sentiment nationaliste indien appelé *swadeshi* fut renforcé par cette nouvelle politique économique qui a fait naître plusieurs industries dans les secteurs de la pharmacie, du riz et même de l'automobile aujourd'hui (Ahmad, 1978 : 357). Il est évident que la politique d'import-substitution en Inde est le catalyseur de la nouvelle technologie de l'information et de la communication, développée pour faciliter l'exportation des produits *Made in India*. À l'instar de son voisin indien, la Chine a également eu son modèle d'import-substitution.

1.4. La Chine

L'histoire de l'économie fulgurante de la Chine commence avec Mao Zedong à partir des années 1949 par une idéologie purement communiste. La particularité de la politique communiste de Mao était basée sur le développement autocentré à travers le renforcement de la production nationale orientée vers l'autosuffisance alimentaire (Zhu, 2006 : 271). Considérant que la grande majorité de la population chinoise réside en milieu rural, le Président Mao a commencé la mise en œuvre de sa politique avec d'importantes réformes dans les domaines agraire, fiscal, technologique et commercial. Il procède par le renforcement de la production agricole puis il instaure l'obligation systématique de l'achat des produits locaux, le resserrement du contrôle des prix et même du marché afin de réduire la dépendance de la Chine vis-à-vis de l'Union soviétique (Ka & Selden, 1986 : 1298). La maîtrise de la production locale a inéluctablement conduit Mao à mettre en place une politique d'industrialisation dans

³ C'est la traduction d'une certaine autosuffisance en *hindou*.

un esprit de travail communautaire à travers le slogan « *walking on two legs* »⁴, qui met un accent sur la mécanisation agricole suivie de la transformation de la matière-première en produits finis (Li & Yang, 2005 : 851). De progrès en progrès, cette politique macroéconomique impulsée par Mao Zedong s'est développée jusqu'en 1976 date de son décès. Cette continuité fut assurée par Deng Ziaoping qui arrive au pouvoir en juin 1981 avec une nouvelle impulsion résumée en quatre modernisations portant sur : l'agriculture, l'industrie, la science et la technologie avec l'électrification du monde rural et la défense nationale (Tisdell, 2009 : 275). La politique de Deng, contrairement à celle de Mao, était plus libérale et a par conséquent facilité l'attraction des capitaux étrangers vers la Chine qui est devenue une destination de beaucoup d'investisseurs du monde entier (Adewale, 2017 : 145). L'accumulation des résultats probants en matière d'import-substitution suivie de l'exportation de la surproduction chinoise à travers le monde, est due fondamentalement au leadership des dirigeants ayant des visions de développement irréversible. Partie pour raffermir son indépendance économique, la Chine peut aujourd'hui rivaliser avec les premières puissances mondiales telles que les États-Unis, dans les domaines de l'industrie textile, de l'électronique, du numérique, de l'agro-alimentaire et même de l'armement.

1.5. L'Afrique du Sud

L'économie sud-africaine était marquée par l'exportation de certains produits tels que l'or, le cuivre, le millet, les grains, les noix de coco vers les marchés du moyen orient et de l'océan indien longtemps avant l'arrivée des occidentaux en 1806 (Adewale, 2017 : 145). Le contact avec l'extérieur était déjà établi en matière de commercialisation de la matière-première brute. À contrario, les importations concernaient les produits agricoles tels que le riz, le blé, l'huile de palme, le maïs, les viandes de bœufs et de la volaille. Les produits non agricoles importés concernent les huiles de pétrole brute et non brute, les appareils électroniques et électroménagers, les voitures de tourisme et de transport lourd et les médicaments manufacturés en provenance de l'Asie, des pays d'Europe et des États-Unis. Jusqu'en 2011, l'année de l'admission de l'Afrique du Sud dans le rang des pays émergents, le volume de ses importations était supérieur à celui des exportations. Le remplacement progressif des produits manufacturiers importés par leurs substituts locaux s'est opéré par la mise en œuvre d'une batterie de mesures visant à décourager leur importation et à encourager l'industrialisation. Entre autres mesures, figurent en bonne place la Loi n° 91 de 1964 sur les douanes et accises, la Loi n° 31 de 2014 sur le contrôle douanier qui règlementent l'importation de certains produits qui sont produits ou qui peuvent être produits en Afrique du Sud. Dans le but d'encourager la production locale, toutes les importations à destination de l'Afrique du Sud sont soumises au tarif extérieur commun (TEC) de la *Southern African Custom Union* (SACU), en français appelée l'Union Douanière de l'Afrique Australe. Les droits d'accise de la SACU frappent, certains produits tels que les vins et spiritueux, la bière et les autres boissons fermentées, le tabac et les carburants (rapport principal, section 3.3). L'importation des produits agricoles est également encadrée par des prélèvements perçus sur certains produits de grande consommation, ainsi qu'une taxe environnementale. Il existe

⁴ Il s'agit de la politique des deux jambes qui veut que l'économie chinoise soit complète en commercialisant les produits finis issus de la transformation de la matière-première produite localement.

également une taxe sur les carburants et une taxe versée au Fonds pour les accidents de la route (RAF). En plus, un contrôle des importations est aussi réalisé par l'application des dispositions de la Loi n° 36 de 1947 sur les engrais, les aliments pour animaux et les produits phytosanitaires et zoo-sanitaires. Il en est de même de la Loi n° 36 de 1983 sur les parasites agricoles et de la Loi n° 40 de 2000 portant sur la sécurité sanitaire des viandes⁵. Dans la logique de la maîtrise de l'importation, il faut aussi que les opérateurs économiques obtiennent une licence d'importation délivrée par L'Unité de contrôle des importations et exportations de la Commission sud-africaine de l'administration du commerce international. Pour certains produits spécifiques, les demandes peuvent être examinées par le Département de la santé ou le Département de l'environnement. En outre, des contingents tarifaires sont appliqués depuis 2015 sur certains produits agricoles cités plus haut. Ils sont administrés au moyen de licences d'importation délivrées par le Département de l'agriculture chaque trimestre ou semestre. Par ailleurs, la fin de l'*Apartheid* à l'arrivée du Président Nelson Mandela en 1994 au pouvoir a boosté la politique d'import-substitution à travers la levée des barrières et l'intégration de son pays dans le système économique mondial, pour s'intéresser aux marchés et capitaux internationaux (Magubane, 2002 : 93). Toutes ces mesures ont contribué efficacement à la réduction des importations et par conséquent au renforcement de la politique d'import-substitution qui a conduit l'Afrique du Sud à être dans le cercle restreint des pays à revenus intermédiaires. Les raisons, les contextes et les mécanismes de la politique de l'import-substitution qui ont été passés en revue à travers les BRICS, permettent de comprendre son importance dans le cadre de la réduction de leur dépendance économique aux pays développés. Le Cameroun dans la logique de croissance, gage du bien-être intégral, s'est aussi engagé dans la mise en œuvre de cette politique d'import-substitution depuis 1960, date de son accession à l'indépendance. Pour mieux appréhender les différents contours de la politique d'import-substitution au Cameroun, il convient de la présenter en trois étapes. D'abord celle qui a été mise en œuvre pendant la période allant de 1960 à 1987, ensuite celle de 1988 à 2019 et enfin celle de 2020 à 2022.

2. L'Import-substitution au Cameroun de 1960 à 1987

Le Cameroun à l'image des autres pays de l'Afrique noire, hérite des colonisateurs, des États à économie complexe orientée vers l'approvisionnement des puissances coloniales. C'est dans ce sens que Gérard Amougou déclarait : « De manière générale, les États d'Afrique noire accèdent à la souveraineté politique avec une structure économique conçue pour les besoins exclusifs de la puissance coloniale » (Amougou, 2018 : 13). Une autre étude renchérit cette thèse en précisant que « les accords de coopération consécutifs à l'indépendance assurent un débouché important à l'activité économique et commerciale de l'ancienne Puissance coloniale, par le jeu des préférences commerciales et des franchises douanières » (Bourgi, 1979 : 16). La situation économique de dépendance, a immédiatement poussé les dirigeants camerounais au lendemain des indépendances, à opter pour un développement aut centré, matérialisé par l'élaboration et la mise en œuvre des plans quinquennaux.

⁵ http://www.itac.org.za/upload/gg35007_nn91-Import- Control-10-Feb-2012.pdf, consulté le 05 mai 2022.

Contrairement aux pays BRICS, le Cameroun n'est pas encore émergent en 2022. Il cherche à le devenir conformément à sa Vision à l'horizon 2035 qui ambitionne clairement de faire du Cameroun « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité » (SND30⁶, 2020 : 38). Le premier Président du Cameroun, Ahmadou Ahidjo, s'est engagé à implémenter la stratégie d'import-substitution immédiatement après les indépendances acquises en 1960 et 1961 par le Cameroun oriental et occidental respectivement. Pendant cette première période d'implémentation, les plans quinquennaux de développement économique et social étaient les documents de planification qui mettaient en exergue aussi la politique d'import-substitution au Cameroun. Globalement, l'objectif était de privilégier une valorisation de plus en plus poussée des produits agricoles, forestiers, pastoraux et piscicoles avec l'initiative des nationaux. Cette exaltante ambition était confrontée à un double défi au plan interne et externe. Au plan endogène, le tout premier président doit non seulement assurer la légitimité de son pouvoir mais aussi son autorité afin de bâtir un État puissant capable de porter son développement. Au plan externe, Ahmadou Ahidjo, doit consolider et renforcer sa relation avec la France, tout en réalisant la construction du pays. Ainsi va apparaître une stratégie de planification qui donne plus de force au secteur public et à une économie basée sur le travail administratif. L'application rigoureuse de cette politique a fait émerger plusieurs structures d'encadrement et de production de la richesse. Édictée par la réflexion nationale, la politique du « libéralisme planifié » a forgé le montage et la mise en œuvre de six (06) plans quinquennaux entre 1960 et 1987.

La politique d'import-substitution dans le premier plan quinquennal (1960-1965) qui a pour objectif général de « doubler le revenu national par habitant, c'est-à-dire de 21.500 en 1959 à 43.000 en 1980, émane de la considération accordée à l'industrialisation en ces termes :

Dans l'immédiat, la mise en valeur du potentiel agricole se heurte à moins d'obstacles que l'industrialisation. Celle-ci ne doit pas être négligée. Cependant, doivent avoir la priorité, les opérations à l'échelle des besoins et des moyens du pays. Cet effort, portant d'abord sur les productions industrielles pour lesquelles il existe un marché intérieur (Premier Plan quinquennal, 1959 : 17).

L'industrialisation nationale étant le socle du remplacement des produits manufacturés importés par leurs substituts locaux, a été à la base de l'implémentation de la politique d'import-substitution au Cameroun au lendemain des indépendances. C'est dans ce cadre qu'a été créée dès 1963 de la Société Nationale des Investissement en abrégé SNI qui avait pour but de « promouvoir les joint-ventures avec les investisseurs privés étrangers, mais aussi de prendre en charge la gestion et la rentabilisation du portefeuille de l'État »⁷. Un accent a été mis sur le développement du secteur rural en vue de l'amélioration de la production agropastorale pour soutenir le secteur industriel. Les investissements consentis au profit du développement rural représentaient 18,8% (Amougou, 2018 : 17). Le premier plan quinquennal qui a tout de même posé les jalons de la transformation structurelle du pays avec emphase sur la

⁶ La SND30 n'est autre chose que la Stratégie Nationale de Développement pour la période 2020-2030. Il s'agit d'un document de planification stratégique qui précise les orientations d'intervention du gouvernement camerounais, produit par le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

⁷ Nzomo Tcheunta, J., 2000, « Le processus de retrait de l'État de la production des biens et services au Cameroun. Premier bilan et perspectives », Thèse de Doctorat 3^e cycle en sciences économiques, Université de Yaoundé II, p. 5.

réduction des importations par le renforcement de la production nationale, n'a pas pu atteindre totalement les objectifs programmés. Une restriction due à l'amateurisme et aux contraintes politiques liées à la volonté des pouvoirs de l'unification du Cameroun oriental d'avec celui du Cameroun occidental.

Le solde de la balance commerciale qui précise la différence entre le volume des exportations et celui des importations, est un indicateur clé dans l'appréciation des échanges qui expliquent la pertinence de l'import-substitution. Pendant la mise en œuvre du deuxième plan quinquennal qui va de 1966 à 1971, le solde de la balance commerciale par année se présente comme suit :

Tableau 1 : Évolution du solde la balance commerciale de 1966 à 1971

Année	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Solde BC	-2,583	-1,954	-2,51	0,524	1,54	-4,14

Source : Perspective monde, Banque Mondiale⁸, juin 2022

Il apparaît clairement à la lecture du tableau 1 que la masse des importations a été supérieure à celle des exportations. Seules deux années ont donné un réel espoir de développement aux nationaux du fait non seulement de ses ambitions mais aussi des réalisations issues du deuxième plan quinquennal. Il a repris et consolidé les acquis du 1^{er} plan tout en y ajoutant un besoin de modification de la structure économique en évoluant du secteur agricole à l'industrie, de l'extravertie à l'introvertie, en vue « de s'assurer une autonomie » (Touna Mama, 2008 : 196). En termes de projection, il a planifié un volume d'investissement subséquent dans le domaine de l'import-substitution, afin de réduire considérablement la dépendance du Cameroun vis-à-vis de la métropole. Le tableau suivant donne un aperçu général de la masse d'investissement sur trois piliers de la politique de l'import-substitution.

Tableau 2 : Projection d'investissements dans le domaine de l'import-substitution en 1966

N°	Piliers	Montant (en milliers de FCFA)	Proportion
	Production rurale	32 344 000	19,58%
	Infrastructures	41 769 000	25,29%
	Production industrielle et minière	39 414 000	23,86%
	Total des 03 piliers	113 527 000	68,73%
	Total des investissements planifiés	165 176 000	100%

Source : Annexes régionales au 2^e Plan quinquennal, page 2.

À l'observation, 19,58% du budget global du 2^e plan quinquennal sont affectés au financement du secteur rural constitué pour l'essentiel de la production du cacao et du café. À l'origine de la création de l'ONCPB entre autres, ce budget a permis au Cameroun de maîtriser sa production, d'exporter des produits semi-finis vers l'Europe

⁸<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=CMR&codeTheme=7&codeStat=NE.RSB.GNFS.ZS>, consulté le 06/06/2022.

et se constituer une importante réserve financière. 23,86% du budget seront orientés vers l'industrialisation et la production énergétique. D'où la construction des Barrages hydroélectriques (Songloulou, Edea, Lagdo), la création des industries nationales Sosucam, Chococam, Sicam, Alucam, Sodeblé, Semry, pour ne citer que celles-là. 25,29% du budget d'investissement global sont affectés pour le développement infrastructurel. Au total, ces trois piliers de l'import-substitution constituent à eux seuls 68,73% du budget global du 2^e plan quinquennal. Cela illustre à suffisance, l'engagement des pouvoirs publics à faire de cette politique une priorité. Les autres domaines de l'édification nationale, tous secteurs confondus ne représentent que 31,27%. Et qui plus est, la politique d'import-substitution est aussi soutenue sur plan financier et technique par la création en 1970 de plusieurs structures à capitaux publiques ayant pour ambition de bâtir un secteur privé capable de porter l'économie de la nation avec le désengagement de l'État. Il s'agit entre autres du :

Centre National d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises (CAPME) ;
 Centre National du Commerce Extérieur (CNCE) ;
 Banque Camerounaise de Développement (BCD) ;
 Fonds d'Aide et de Garantie de Crédits aux Petites et Moyennes Entreprises (FOGAPE).

L'accompagnement du Président Ahmadou Ahidjo, dans le cadre de l'amélioration de la transformation locale, a permis à plusieurs de ses compatriotes de forger l'esprit entrepreneurial. D'où la naissance d'une élite économique camerounaise fondatrice de plusieurs industries privées à l'instar de PILCAM, UNALOR, NOBRA, SOCAPROD, MAISCAM, NOSUCA, HEVECAM et bien d'autres. Aussi, le deuxième plan a été une réussite du fait de la mise en place d'un environnement industriel incontournable pour la politique d'import-substitution (Amougou, 2018 : 16).

Le troisième plan quinquennal quant à lui va de 1972 à 1976. Il est également revenu sur la cruciale problématique de l'import-substitution car, les importations sont toujours dominantes comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 3 : Évolution du solde de la balance commerciale de 1972 à 1976

Année	1972	1973	1974	1975	1976
Solde BC	-5,694	-3,303	2,638	-2,638	-4,467

Source : Perspective monde, Banque Mondiale⁹, juin 2022

Pour réduire le volume des importations avec une propositions intéressante au marché local, 20,5% du budget global du troisième plan quinquennal sont destinés aux infrastructures notamment routières, ferroviaires et aéroportuaires. Le parachèvement des travaux de construction des voies de communications entamés lors de la mise en œuvre du précédent plan, contribue efficacement à la réussite de la politique d'import-substitution. La production de la matière première dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, des pêches, de la forêt et des mines, constitue le socle des interventions gouvernementales avec pour but de faire fonctionner les industries locales et d'exporter la surproduction. Les voies de communications construites pendant cette période constituent incontestablement, l'instrument par excellence d'évacuation des

⁹<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=CMR&codeTheme=7&codeStat=NE.RSB.GNFS.ZS>, consulté le 06/06/2022.

matières premières des bassins de production vers les centres de transformation et des produits manufacturés vers les lieux de distribution nationaux ou étrangers. À titre d'illustration, le volume des investissements publics réalisé lors du second plan, en faveur du secteur secondaire pendant les années 1966/1967, 1967/1968 et 1968/1969 était respectivement de 6.350.000.000 FCFA, de 7.340.000.000 FCFA et de 7.960.000.000 FCFA (Troisième plan quinquennal, 1971 : 03). En outre les importations de l'année 1968/1969 étaient estimées à 53 milliards de FCFA alors que les exportations elles se chiffraient à 50,6 milliards de FCFA pour la même année (Troisième plan quinquennal, 1971 : 04). Les $\frac{3}{4}$ des exportations camerounaises étaient réalisés par les catégories d'activités industrielles suivantes : la transformation du cacao, de l'aluminium et du textile (Troisième plan quinquennal, 1971 : 09). Ces résultats encourageants ont été soutenus par le troisième plan, avec une augmentation des investissements publics industriels ayant entraîné l'enregistrement d'une balance commerciale excédentaire pendant la période de référence. Toutefois, les prévisions en matière d'import-substitution contenues dans le 3^e plan quinquennal ont connu quelques difficultés issues de la conjoncture économique internationale (Amougou, 2018 : 17).

De 1976 à 1981, le quatrième plan quinquennal a été implémenté. Il visait sur le plan économique, le développement autocentré tourné vers le renforcement d'une production et transformation intérieures pour satisfaire le marché local. Le développement autocentré est axé sur les interventions pour une croissance inclusive avec un taux de croissance du PIB par tête de 5% au minimum, en termes réels (Touna Mama, 2008 : 200). Selon le Président Ahidjo, il fallait « mobiliser toutes les ressources et toutes les énergies nationales en vue d'un développement national autocentré ». Une résolution claire pour un développement s'appuyant sur les nationaux afin de limiter significativement le volume des importations, par conséquent, la mise en œuvre efficace de l'import-substitution. Cette politique est complémentaire à celle du « libéralisme planifié » initialement adoptée et à la base d'élaboration des plans quinquennaux comme le déclarait Amadou Bello « le développement autocentré visait à soutenir le libéralisme planifié, en ce sens qu'il mettait un accent sur le renforcement du rôle de l'État dans la prise de participation dans toutes les sociétés industrielles »¹⁰. Faut de ressources financières et humaines privées, le Cameroun, à travers cette politique de développement est devenu, « l'État industriel » avec l'aide de la SNI. D'où sa détention d'un portefeuille consistant des entreprises publiques telles que la SONEL, la SNEC, la REGIFERCAM, la CDC en plus de celles qui ont été citées plus haut. Malheureusement, le tableau d'évolution de la balance commerciale affichait des informations négatives avec le plus mauvais score enregistré par le Cameroun en 1979 qui était de - 7,164 en valeur absolue.

Progressivement, le Cameroun a évolué vers le cinquième plan quinquennal implémenté de 1981 à 1986 avec des résultats de plus en plus positifs en terme de la balance commerciale conformément au tableau suivant :

¹⁰ Amadou Bello, 2018, « les stratégies de pérennisation des firmes industrielles privées au Nord-Cameroun (1933-2014) », Thèse de Doctorat/PhD en Histoire économique et sociale, université de Ngaoundéré, p. 145.

Tableau 4 : Évolution du solde la balance commerciale de 1980 à 1986

Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Solde BC	+0,753	-6,547	+4,303	+1,094	+2,485	+1,873	+0,557

Source : Source : Perspective monde, Banque Mondiale¹¹, juin 2022

Il ressort de l'observation du tableau 4 que les résultats sont globalement positifs au regard des avancées notables engendrées par la mise en œuvre de la politique d'import-substitution lors des précédentes années. Une telle progression résulte de l'expérience et d'un contexte socioéconomique favorable à l'implémentation de cette politique de développement. Basé sur les premières projections de développement à l'horizon 2020, ce nouveau plan capitalise les résultats significatifs qui se rapportent à l'import-substitution entre autres et ambitionne de porter l'économie camerounaise au « doublement du revenu par tête d'habitant de 1961 à 1981 » (Touna Mama, 2008 : 204). La communication de masse faite autour de ce plan de développement portait sur l'autosuffisance alimentaire et le développement inclusif comme axes stratégiques d'intervention. Il y a lieu de préciser que la mise en œuvre du 5^e plan quinquennal a connu deux événements majeurs qui ont dans une certaine mesure freiné ou limité l'atteinte des objectifs planifiés surtout dans l'industrialisation. Il s'agit de la transition au sommet de l'État avec la démission du Président Ahmadou Ahidjo en 1982, suivie de l'accession du Président Paul Biya à la magistrature suprême la même année et le coup d'État manqué du 06 avril 1984. Malgré ces impondérables, ce plan a eu le mérite d'avoir connu un accroissement annuel de 7,46% du PIB à partir de la production, la transformation et la commercialisation des produits camerounais (Amougou, 2018 : 17).

Enfin, le sixième plan quinquennal conçu par le régime du renouveau pour être exécutoire de 1986 à 1991, comme deuxième phase opérationnelle des horizons 2000, est fondé sur un paradigme novateur, celui du « libéralisme communautaire ». Il s'agit de la nouvelle politique de développement ayant pour socle, l'accompagnement des initiatives privées, la redéfinition du rôle régulateur-orientation de l'État, le développement auto-entretenu et équilibré, la démocratisation et la justice sociale et l'intégration nationale (Amougou, 2018 : 17). L'exigence d'adoption d'une nouvelle politique de développement est clarifiée par le Président Paul Biya lui-même comme suit : « C'est dire qu'aujourd'hui plus que jamais, il importe de se doter d'une boussole pour conduire le développement du Cameroun de manière rationnelle et méthodique » (Biya, 1987 : 10). Cette fois encore, un accent particulier est mis sur la promotion de la production nationale et la limitation des importations de certains produits afin d'être autosuffisant comme le précise le Chef de l'État en ces termes « Beaucoup a été accordé jusqu'ici aux cultures vivrières nécessaires pour la réalisation de notre objectif d'autosuffisance alimentaire » (Biya, 1987 : 11).

À l'analyse, la politique d'import-substitution au Cameroun pendant la période allant de 1960 à 1986 a connu un essor fulgurant pouvant faire du Cameroun un pays émergent, le taux de croissance avoisinait les deux chiffres. Elle a conduit le pays à des résultats encourageants. Ainsi, de 1975 à 1980 par exemple, l'industrie camerounaise a

¹¹<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=CMR&codeThe me=7&codeStat=NE.RSB.GNFS.ZS>, consulté le 06/06/2022.

occupé le troisième rang parmi les pays africain de la zone franc après la Côte d'Ivoire et le Sénégal¹². Le tissu industriel était fourni et diversifié. Le taux de création des sociétés industrielles était de 15%. La contribution du secteur industriel à la Production Intérieure Brut (PIB) était de 19,4%. Les produits industriels procurent 25% des recettes budgétaires. Les exportations des biens manufacturés représentent en moyenne 23% de l'ensemble des exportations. Le taux de transformation des matières premières par les industries locales était de 14% en moyenne. L'emploi industriel croît de 7% environ, passant de 29 000 actifs en 1976 à 35 000 en 1980. La croissance économique était de 7,46%, soutenue par les importantes exportations du café, de cacao et du pétrole¹³.

Malheureusement, ces orientations « vont davantage servir les intérêts de la propagande idéologique car dans les faits, le sixième plan est un « mort-né », du fait de la crise qui annonce le « retrait » de l'État (Amougou, 2018 : 18). Dès lors, la politique d'import-substitution était confrontée à certains obstacles et errements qui conduiront à sa suspension au profit du programme d'Ajustement Structurel (PAS). A titre d'illustration, les cas suivants méritent d'être présentés, il s'agit de :

Une régulation excessive des prix ;

Une tendance à imposer des monopôles dans divers secteurs (électricité, eau, transport ferroviaire, téléphone, etc.) ;

Une protection peu ciblée du territoire ;

Une logique de rente, où les entreprises assurées d'un marché national protégé et captif ne faisaient plus des efforts requis pour renforcer leur productivité ;

Un poids excessif des entreprises d'État, structurellement déficitaires et qui ne survivaient que des subventions, faisant peser sur l'État des lourdes contraintes ;

Un important déséquilibre de la répartition spatiale des industries toujours plus concentrées dans la zone portuaire de Douala, aggravé par l'insuffisance d'équipements en infrastructures de transport et l'enclavement des bassins de production.

Ces paramètres conjugués à d'autres, ont entraîné la crise économique officiellement déclarée en 1987 et par conséquent, l'interruption de la mise en œuvre du 6^e plan quinquennal, remplacé par le PAS. La politique d'import-substitution qui figure en bonne place dans le 6^e plan, va à son tour être quasiment suspendue pour des raisons évidentes. L'atteinte du point d'achèvement des initiatives « Pays Pauvres Très Endettés » en 2006 obtenue avec la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), a permis au Cameroun de procéder à une nouvelle planification de son développement. Dès-lors, la Vision 2035 a été élaborée avec comme première phase, la période 2010-2019 soutenue par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Ainsi, c'est seulement en 2020, avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle stratégie décennale de développement, deuxième déclinaison de la Vision du Cameroun à l'horizon 2035, que la politique d'import-substitution va renaître.

¹² Oumaté, Délégué Régional des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat, de l'Adamaoua, entretien du 12 février 2022 à Ngaoundéré.

¹³ Rapport sur le Développement Économique du Cameroun, produit par le Ministère en charge du Plan en l'an 2000.

3. La reprise de la politique d'import-substitution avec la SND30

La reprise optionnelle de la politique de l'import-substitution à partir de 2020 au Cameroun s'est décidée par la prise en considération de trois éléments majeurs après l'évaluation du DSCE en 2019. Il s'agit d'abord, de la non atteinte de la croissance projetée dans le DSCE. Ensuite, des piètres résultats enregistrés dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Enfin, du déséquilibre en matière d'échange extérieur. La part du secteur primaire était de 26,8% de la production intérieure en 2010 et qui devait passer à 33,2% au terme de la mise en œuvre du DSCE, a plutôt régressé à moins de 20% (Rapport MINEPAT, 2019). Dans la même période, le secteur secondaire qui représentait 33% en 2010, a également connu une importante baisse pour se situer à 28,2% en 2018. Par contre le secteur tertiaire que les pouvoirs publics souhaitaient voir baisser, a plutôt pris des proportions plus importantes, passant de 41,2% à 57,1% sur cette même période (SND30, 2020 : 1). Le déséquilibre en matière d'échange avec l'extérieur, n'a fait que s'accroître, précisant un déficit croissant de la balance courante cumulé à une insuffisance budgétaire persistante. Cela s'aggrave avec l'épuisement récurrent des réserves extérieures et surtout, une tendance vers un surendettement dont la soutenabilité est de plus en plus difficile. Enfin, il apparaît clairement que le Cameroun est resté un pays pauvre malgré la mise en œuvre du DSCE. A la lumière de ces constats non satisfaisants, le Gouvernement camerounais a décidé, à travers la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), de renouer avec la politique de l'import-substitution qui a jadis produit des résultats encourageants. Cette volonté s'est officialisée par Joseph Dion Ngute, Premier Ministre, Chef de Gouvernement, dans la préface de la SND30 en 2020 en ces termes :

Le cap étant de porter le pays au rang des Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) en 2035, les stratégies sectorielles ont été articulées autour du développement des industries et services en cohérence avec le Plan Directeur d'Industrialisation (PDI). Dans cette logique, le développement industriel est considéré comme le point focal des enjeux économiques à moyen et long terme du pays.

L'industrialisation est incontestablement le socle sur lequel est bâtie cette deuxième phase de la Vision 2035. Pour rendre opérationnelle cette orientation stratégique de valorisation du secteur secondaire manufacturier, le gouvernement camerounais a axé son intervention suivant cinq (05) orientations, à savoir :

4. Le développement des industries manufacturières et de services dès 2020

Pour y arriver, un accent sera mis sur les sous-secteurs industriels moteurs, dont le but est de porter : la part du secteur secondaire dans le PIB à 36,8% à l'horizon 2030 ; la Valeur Ajoutée Manufacturière de 14,5% en 2017 à 25% en 2030 et la part des exportations des produits manufacturiers à 54,5% (SND30, 2020). L'enregistrement de ces chiffres passe par l'amélioration de l'offre en énergie électrique en se fondant sur son robuste et dense potentiel en ressources énergétiques. Il en est de même du développement de l'agro-industrie, du numérique ainsi que des filières forêt-bois, textile-confection-cuir, mines-métallurgie-sidérurgie, hydrocarbures-raffinage-pétrochimie, chimie-pharmacie et construction-services-professionnels-scientifiques et techniques.

5. Le développement de la productivité et le développement agricole

Un accent particulier est mis sur la promotion des filières riz, maïs, cacao-café, coton, canne à sucre, noix de palme, hévéa, sorgho, manioc, pomme de terre, banane-plantain, lait, viande, miel, bois et produits forestiers non ligneux. La production agricole de masse permet l'approvisionnement des industries agro-alimentaires en matière-première. Surtout qu'au Cameroun, le volume des importations le plus élevé est lié aux habitudes alimentaires qui ont subi une évolution facilitée par l'approvisionnement des villes camerounaises au profit du marché international. Dans ce contexte, l'on note une augmentation significative de l'importation des denrées alimentaires notamment : le riz, le maïs, le poisson, le lait et le blé qui pourtant peuvent être valablement produites localement (SND30, 2020).

6. La modernisation des infrastructures productives

Ici, les domaines de l'énergie afin d'assurer la transformation des matières premières sans interruption et du transport pour faciliter non seulement l'approvisionnement desdites industries en intrants, mais aussi l'écoulement des produits finis ou semi-finis issus de la transformation, constituent la cible de cette modernisation en matière d'import-substitution.

En ce qui concerne la production suffisante de l'énergie électrique, le gouvernement camerounais poursuit la construction des ouvrages y relatifs tout en privilégiant l'approche des Partenariats Public-Privé (PPP) et des productions indépendantes d'électricité. Ces travaux concernent la construction des barrages hydroélectrique de : Nachtigal-Amont (420 MW), presque achevé ; Bini à Warak (75 MW), exécuté à un peu plus de 10% mais en arrêt ; Menchum (75 MW) ; Song-Ndong (270Mw) ; Grand-Eweng (1 800Mw) ; Katsina-Ala (485Mw) ; Makai (350Mw) ; Mouila-Mogue (420Mw) ; Kikot (450Mw) ; Ndjock (200Mw) ; Ngoila (84Mw) ; et Cholet (600Mw) tous en étude (SND30, 2020 : 52). En outre des mini-barrages hydroélectriques sont également en cours d'expérimentation. Celui de Mbakaou produit environ 2 Mw et assure l'alimentation permanente de la ville Tibati et ses environs, dans le Département du Djérem, en est une parfaite illustration. Il s'agit d'une expérience satisfaisante qui mérite d'être répliquée dans les autres moyennes villes au regard de leur coût raisonnable qui tourne au tour de cinq milliards de FCFA¹⁴. Toutefois, il faut par ailleurs relever que :

Durant la première phase de la Vision 2035, la capacité installée est passée de 933 Mw à 1 650 Mw dégageant un gap de 1 350 Mw de capacité de production par rapport à la cible de 3 000 Mw envisagée en 2020. Le taux d'accès à l'électricité atteint 90% en milieu urbain et seulement 20% en milieu rural. Toutefois, il faut relever la discontinuité du service d'électricité aux abonnés, en raison de nombreux délestages. Cette situation est redoublée par la vétusté des réseaux de transport et de distribution qui occasionnent des pertes d'environ 40% de l'énergie produite (SND30, 2020 : 52).

Une telle situation doit être maîtrisée par la mise en œuvre efficace des projections citées plus haut afin que pour la « période 2020-2030 et afin de satisfaire la demande d'énergie de l'économie nationale et envisager des exportations d'excédents vers les

¹⁴ Haiwang René, Délégué Régional de l'Eau et de l'Énergie de l'Adamaoua, entretien du 21 avril 2022 à Ngaoundéré.

pays voisins, le Gouvernement entend porter à 5 000 Mw la capacité d'énergie installée ». Pour atteindre cet objectif, l'utilisation de toutes les sources¹⁵ d'énergie sera mise à contribution.

En matière de transport des matières premières et produits manufacturiers au Cameroun, un réseau routier national, selon le rapport de l'Institut National des Statistiques (INS) de 2019, constitué de 7174 km de routes bitumées et de 114 250 de routes en terre, assure le service. Le secteur routier camerounais est renforcé par le transport ferroviaire, maritime, fluvial, lacustre et aérien pour faciliter le déplacement des personnes et des biens. Concrètement, pendant la période 2020-2030 conformément aux orientations de la SND30, « le Gouvernement entend bitumer au moins 6 000 km de routes avec une priorité pour les 4 800 km de routes nationales encore en terre ». Il est aussi question de parachever les travaux routiers déjà engagés notamment ceux concernant les routes Mengong-Sangmelima, Boucle du Dja (phase 2), Nkolessong-Nding et Nding-Mbgaba, Mbama-Messamena, Batchenga-Ntui-Yoko-Lena-Tibati-Ngatt, Sangmélina-Ouessou, Maroua-Mora et Mora-Dabanga-Kousseri, l'autoroute Yaoundé-Douala phase 1 et la construction des ponts métalliques, pour ne citer que ces quelques exemples. Les constructions routières entraînent inévitablement, la réduction des coûts de production et de commercialisation des produits manufacturiers, d'où leur importance en matière de mise en œuvre de la politique d'import-substitution.

7. Le renforcement de l'intégration régionale et la facilitation des échanges

Conformément aux orientations de la SND30, tout en tirant profit de sa position géographique comme État-côtier ouvert sur l'océan atlantique avec 402 km de côtes, le Cameroun à travers cette stratégie, vise essentiellement pendant la période de référence : la levée des obstacles qui s'y rapportent, afin de maximiser les avantages comparatifs liés au commerce international, à la mobilité et à la diffusion des facteurs de production tels que les capitaux et la main d'œuvre. Il en est de même de la rationalisation des mesures d'accueil des navires et des autres moyens de transport ; de la simplification des procédures de passage à l'importation et à l'exportation à travers les plateformes logistiques ; de la fluidification des procédures de transit et de transbordement ; du renforcement de la gouvernance ; de la mise en œuvre de l'Accord sur la Facilitation des Échanges (AFE) et de la mise en œuvre de la stratégie relative à la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF).

8. Le renforcement du système financier national

Pendant la période 2020-2030, dans le but de booster le financement des productions nationales compétitives, les pouvoirs publics camerounais de par les principales réformes envisagées entendent : porter la part du secteur financier dans le PIB d'environ 3% en 2020 à 7-10% en 2030 ; densifier la bancarisation et compléter l'intermédiation financière par la mise en place des filières manquantes et l'augmentation quantitative aussi bien des banques que des institutions financières

¹⁵ L'énergie, qu'elle soit hydroélectrique, photovoltaïque, thermique à base du gaz ou issue de la biomasse, sera sollicitée pour que ces prévisions contenues dans la SND30 soient atteintes. L'utilisation industrielle de l'énergie est abondante par conséquent si l'offre en énergie n'est pas suffisante, la politique d'import-substitution aura du mal à se développer.

non bancaires ; créer un cadre légal, réglementaire, prudentiel et fiscal adapté pour chaque segment ou filière du système financier y compris le crédit inter- entreprise ; accroître substantiellement l'offre des financements à long terme par fonds propres et par dettes ; attirer les porteurs de capitaux (investisseurs étrangers et diaspora) et les professionnels dans les différentes filières de l'écosystème financier ; accompagner la structuration des entreprises et le développement de leur capacité à lever les financements localement et à l'international ; introduire et développer la filière de la finance islamique (SND30, 2020 : 66).

Conclusion

En somme, la politique d'import-substitution en cours de mise en œuvre au Cameroun inspirée du modèle des pays BRICS, oblige l'État à être au centre de l'initiative. Ce choix délibéré du Cameroun résulte du succès de ces BRICS en partie lié à la réussite de cet exercice d'import-substitution. C'est chaque État qui la conçoit en fonction de ses réalités et se donne les moyens de son implémentation avec la contribution incontournable du secteur privé. L'implication de l'État dans le renforcement du développement national est connue sous le vocable de l'interventionnisme keynésien¹⁶. Le rôle fondamental et l'engagement des différents Chefs d'État, principaux acteurs ayant conçu et implémenté la politique d'import-substitution, ont été fondamentaux. Dans le cas du Cameroun, la volonté des autorités politiques a permis de surmonter les vicissitudes économiques et même politiques pour maintenir la politique d'import-substitution. Aujourd'hui avec la guerre en Ukraine et la pandémie à Corona Virus, la pertinence de la politique d'import-substitution n'est plus à démontrer. La fermeture des frontières dans le premier cas et l'impossibilité d'approvisionnement en blé, gaz, pétrole et autres produits d'origine russe, obligent la consommation, même des mauvais produits locaux, parfois à des prix exorbitants. Les pays dits « BRICS » ont réussi chacun à sa manière à implémenter cette politique car, tous sont aujourd'hui émergents et quasiment indépendants grâce à la consommation intérieure de leurs produits. Toutefois, le Cameroun pour être émergent, doit non seulement opérationnaliser sa Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 bien ficelée, mais aussi et surtout lutter efficacement contre la valorisation de l'intérêt « privé-égoïste » au détriment de l'intérêt général, tout en maîtrisant les chocs exogènes.

¹⁶ Cette théorie économique est fondée par John Maynard Keynes. Économiste Américain, il propose et défend l'intervention de l'État même dans une économie totalement libérale comme celle des États-Unis d'Amérique pour faciliter le développement durable.

Sources et Références bibliographiques

Sources orales

Haiwang René, Délégué Régional de l'Eau et de l'Énergie de l'Adamaoua, entretien du 21 avril 2022 à Ngaoundéré.

Délégué Régional des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat de l'Adamaoua, entretien du 12 février 2022 à Ngaoundéré.

Archives non classées

Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30).

Les six plans quinquennaux.

Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

Rapport sur le Développement Économique du Cameroun de 2019, produit par le MINEPAT.

Rapport de l'Institut National de la Statistique sur le réseau routier du Cameroun, produit en 2019.

Ouvrages

Ahmadou Ahidjo, 1980, *Anthologie de l'histoire*.

Biya, P., 1987, *Pour le libéralisme communautaire*, Bordeaux, Éditions Favre/ABC.

Bourgi, A., 1979, *La politique française de coopération en Afrique. Le cas du Sénégal*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.

Touna Mama, 2008, *L'économie camerounaise. Pour un nouveau départ*, Yaoundé, Afrédit.

Articles de revues scientifiques

Adewale Aregbeshola, R., 2017, « Import substitution industrialisation and economic growth-Evidence from the group of BRICS countries », *Future Journal*, Vol. 3, pp. 138-158.

Ahmad, J., 1978, « Import substitution - A survey of policy issues », *The Developing Economies*, 16(4), pp. 355-372.

Amougou, G., 2018, « Esquisse d'histoire des politiques de développement au Cameroun : Un regard contextuel », *Swiss Programme for Research on Global Issues for Development*, pp. 1-57.

Cason, W.-J., & White, G., 1998, « The state as naive entrepreneur: The political economy of export promotion in Brazil and Tunisia », *Policy Studies Journal*, 26(1), pp. 46-68.

Chenoy, M. K., 1985, « Industrial policy and multinationals in India », *Journal Social Scientist*, 13(3), pp. 15-31.

Dutkiewicz, Piotr, & Trenin, Dmitri, 2011, « Russia-The challenges of transformation », *New York: New York University Press. Financial Times (2013). BRICS Assemble for South Africa Summit. Online: <http://video.ft.com/v/2254997557001/Brics-assemble-for-South-Africa-summit>.*

- Gerschenkron, A., 1962, « Economic backwardness in historical perspective. A book of essays ». *Cambridge: Harvard University Press*.
- Ka, C.-M., & Selden, M., 1986, « Original accumulation, equity and late industrialisation: The cases of socialist china and capitalist Taiwan » *World Development*, 14(12), pp. 1293-1310.
- Kumar, N., 1995, « Industrialization, liberalisation and two ways flows of foreign direct investments: The case of India », *Economic and Political Weekly*, 30(50), pp. 3228-3237.
- Li, W., & Yang, D. T., 2005, « The great leap forward: Anatomy of a central planning disaster », *Journal of Political Economy*, 113(4), pp. 840-877.
- Magubane, Z., 2002, « Globalisation and the South Africa transformation: The impact on social policy » *Project Muse*, 4(49), pp. 89-110.
- Patibandla, M., 1992, « Scale economies and exports in an import substituting regime-some observations for Indian industry », *Economic and Political Weekly*, 27(9), pp. 24-30.
- Schmitz, H., 2007, « Reducing complexity in the industrial policy debate », *Development Policy Review*, 25(4), pp. 417-428.
- Sen, A., 1982, « The state, industrialization and class formation in India », *London: Routledge and Kegan Paul*.
- Soludo, C., Ogbu, O. & Change, H. Ed., 2004, « The politics of trade and industrial policy in Africa: Forced consensus? », *New Jersey: Africa World Press*.
- Tisdell, C., 2009, « Economic reform and openness in China: China's development policies in the last 30 years », *Economic Analysis and Policy*, 39 (2), pp. 271-294.
- Wagner, V. R., 1981, « Growth, debt, and import substitution: The recent experience of Brazil. New Haven », *Connecticut: Yale University Press*.
- Zhu, T., 2006, « Rethinking Import-Substituting Industrialisation-Development Strategies and Institutions in Taiwan and China », *World Institute for Development Economic Research; United Nations University Research Paper Number 2006/76*.

Thèses

- Amadou Bello, 2018, « les stratégies de pérennisation des firmes industrielles privées au Nord-Cameroun (1933-2014) », Thèse de Doctorat/PhD en Histoire économique et sociale, Université de Ngaoundéré.
- Nzomo Tcheunta, J., 2000, « Le processus de retrait de l'État de la production des biens et services au Cameroun. Premier bilan et perspectives », Thèse de Doctorat 3^e cycle en sciences économiques, Université de Yaoundé II.

Sources électroniques

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=CMR&codeTheme=7&codeStat=NE.RSB.GNFS.ZS>, consulté le 06/06/2022.

http://www.itac.org.za/upload/gg35007_nn91-Import-Control-10-Feb-2012.pdf", consulté le 05 mai 2022.